

BY-LAW NO. 1

**A by-law relating generally to
the transaction of the business and affairs
of VIA Rail Canada Inc.**

Amended on

November 19, 2012

RÈGLEMENT N° 1

QU'IL SOIT STATUÉ, et il est statué par la présente, ce qui suit comme règlement de la Société :

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

Dans le présent règlement, sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'exige, les mots suivants doivent s'entendre comme suit :

« **Ministre de tutelle** » signifie le ministre désigné par ou agissant en vertu d'une loi du Parlement à titre de ministre responsable d'une personne morale.

« **statuts** » signifie les statuts constitutifs de la Société et leurs modifications.

« **Conseil** » signifie le conseil d'administration de la Société.

« **Règlement** » signifie le règlement de la Société contenu aux présentes et leurs modifications.

« **LCSA** » signifie la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et comprend les règlements s'y rapportant ainsi que leurs modifications.

« **Président du Conseil** » signifie le président du Conseil de la Société.

BY-LAW NO. 1

BE IT ENACTED and it is hereby enacted as a by-law of the Corporation as follows:

1. DEFINITIONS AND INTERPRETATION

In this by-law, unless expressly provided or unless the context otherwise requires, the following words shall mean:

“**appropriate Minister**” means the Minister specified by or pursuant to an Act of Parliament as the Minister in respect of that corporation.

“**articles**” means the articles of incorporation of the Corporation as amended from time to time.

“**Board**” means the board of directors of the Corporation.

“**by-law**” means the by-laws of the Corporation contained herein, as amended from time to time.

“**CBCA**” means the *Canada Business Corporations Act* and includes the regulations made pursuant thereto, as amended from time to time.

“**Chairperson**” means the Chairperson of the Board of the Corporation.

« **Premier dirigeant** » signifie « président et chef de la direction » en français et « chief executive officer » en anglais.

« **Société** » signifie VIA RAIL CANADA INC.

« **Sa Majesté** » signifie Sa Majesté du chef du Canada.

« **Société d'État** » signifie une Société d'État mère ou Filiale à cent pour cent.

« **administrateur** » signifie membre du conseil d'administration d'une personne morale, indépendamment de son titre, nommé en vertu de l'article 105 de la LGFP.

« **Dirigeant principal** » signifie un dirigeant de la Société nommé par le Conseil et rendant compte directement au Conseil ou au Premier dirigeant.

« **LGFP** » signifie la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.R., 1985, c. F-11) et comprend les règlements s'y rapportant ainsi que leurs modifications.

« **Administrateur-dirigeant** » signifie le Président du Conseil et le Premier dirigeant de la Société.

« **Société d'État mère** » signifie une personne morale appartenant directement à cent pour cent à Sa Majesté, à l'exclusion des établissements publics.

« **Filiale à cent pour cent** » signifie une personne morale appartenant à cent pour cent à une ou plusieurs Sociétés d'État mères, soit directement,

“**Chief Executive Officer**” means “President and Chief Executive Officer” in English and “Premier dirigeant” in French.

“**Corporation**” means VIA RAIL CANADA INC.

“**Crown**” means Her Majesty in right of Canada.

“**Crown corporation**” means a parent Crown corporation or a wholly-owned subsidiary.

“**director**” means a person occupying the position of director, by whatever name called, appointed pursuant to Section 105 of the FAA.

“**executive officer**” means an officer of the Corporation appointed by the Board and reporting directly to the Board or the Chief Executive Officer.

“**FAA**” means the *Financial Administration Act* (R.S., 1985, c. F-11), and includes the regulations made pursuant thereto, as amended from time to time.

“**officer-director**” means the Chairperson and the Chief Executive Officer of the Corporation.

“**parent Crown corporation**” means a corporation that is wholly owned directly by the Crown but does not include a departmental corporation.

“**wholly-owned subsidiary**” means a corporation that is wholly owned by one or more parent Crown corporations directly or indirectly through any

soit par l'entremise de filiales dont chacune appartient à cent pour cent à l'une ou plusieurs Sociétés d'État mères.

Les mots au singulier s'appliquent également au pluriel et vice versa, et les mots au masculin comprennent également le féminin.

2. RÈGLES SUBORDONNÉES

Ce Règlement est établi en vertu de et subordonnés à la LCSA et à la LGFP. En cas de conflit, les dispositions applicables de la LCSA et de la LGFP prévalent. À moins d'une déclaration expresse à l'effet contraire, en cas d'une quelconque divergence entre les dispositions de la LCSA et de la LGFP, les dispositions de la LGFP prévalent.

3. SIÈGE SOCIAL

(1) Le siège social et domicile de la Société est situé à Montréal, province de Québec, Canada.

(2) Outre son siège social, la Société peut établir et maintenir tout autre bureau, place d'affaires et agence en tout lieu que le Conseil peut déterminer à l'occasion.

4. SCEAU

Le sceau de la Société, de forme ronde, porte la raison sociale de la Société et l'année de son incorporation.

number of subsidiaries, each of which is wholly owned directly or indirectly by one or more parent Crown corporations.

Words importing the singular include the plural and vice versa and words importing gender include the masculine and feminine genders.

2. RULES SUBORDINATE

These by-laws are made pursuant to and are subordinate to the CBCA and the FAA. In case of conflict, the applicable provisions of the CBCA and the FAA shall govern. Except as otherwise expressly provided, in the event of any inconsistency between the provisions of the CBCA and the provisions of the FAA, the provisions of the FAA prevail.

3. REGISTERED OFFICE

(1) The registered office and domicile of the Corporation shall be in the City of Montreal in the Province of Québec, Canada.

(2) The Corporation may establish and maintain in addition to its registered office such other offices, places of business and agencies elsewhere as the Board may determine, from time to time.

4. SEAL

The seal of the Corporation shall be circular in form and shall bear the name of the Corporation and the year of its incorporation.

5. EXERCICE FINANCIER

À moins qu'il n'en soit décidé autrement par le gouverneur en conseil et conformément au paragraphe 121(2) de la LGFP, l'exercice financier de la Société se termine le dernier jour de décembre de chaque année.

6. RESTRICTIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS

Sous réserves des articles 92 et 93 de la LGFP, la Société ne peut autoriser ou entreprendre une quelconque des opérations visées aux articles 90 et 91 de la LGFP sans obtenir préalablement l'autorisation du Parlement ou du gouverneur en conseil, selon le cas.

7. ASSEMBLÉES DES ACTIONNAIRES

(1) L'assemblée annuelle des actionnaires doit être convoquée au plus tard dans les 15 mois suivant la tenue de l'assemblée annuelle précédente mais n'allant pas au-delà du sixième mois suivant la fin de l'exercice financier de la Société.

(2) Des assemblées extraordinaires d'actionnaires peuvent être convoquées en tout temps (i) par un Administrateur-dirigeant, (ii) en vertu d'une résolution du Conseil ou (iii) sur demande écrite aux administrateurs signée par les détenteurs d'au moins 5 % des actions alors émises par la Société avec droit de vote à cette assemblée. Cette demande doit préciser le but de l'assemblée, le tout en conformité avec les dispositions de la LCSA.

5. FINANCIAL YEAR

Unless otherwise directed by the Governor in Council and subject to Subsection 121(2) of the FAA, the financial year of the Corporation shall end on the last day of December in each year.

6. RESTRICTED TRANSACTIONS

Subject to Sections 92 and 93 of the FAA, the Corporation shall not permit or undertake any of the transactions listed in Sections 90 and 91 of the FAA without first obtaining the required Parliamentary or Governor in Council authorizations, as the case may be.

7. SHAREHOLDERS' MEETINGS

(1) An annual meeting of shareholders shall be called not later than 15 months after holding the last preceding annual meeting but not later than six months after the end of the Corporation's financial year.

(2) Special meetings of shareholders may be called at any time (i) by an officer-director, (ii) by resolution of the Board, or (iii) by written requisition to the directors signed by the holders of not less than 5% of the then issued shares of the Corporation entitled to vote thereat and setting out the business to be transacted at the proposed meeting, the whole in accordance with the provisions of the CBCA.

(3) Dans les 21 jours suivant la réception d'une telle demande, il incombe aux administrateurs ou à l'Administrateur-dirigeant convoquant l'assemblée de faire convoquer cette assemblée par le secrétaire général, à défaut de quoi cette assemblée peut être convoquée par n'importe quel actionnaire ayant signé la demande écrite, le tout en conformité avec les dispositions de la LCSA.

(4) Les assemblées d'actionnaires sont tenues au siège social de la Société ou en tout autre lieu au Canada que les administrateurs ou l'Administrateur-dirigeant convoquant l'assemblée peut déterminer selon l'occasion.

(5) Toute personne autorisée à assister à une assemblée d'actionnaires peut participer à cette assemblée par voie téléphonique, électronique ou par tout autre moyen de communication permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux durant l'assemblée si la Société rend disponible un tel moyen de communication.

(6) Les administrateurs ou l'Administrateur-dirigeant convoquant l'assemblée peuvent déterminer que l'assemblée sera entièrement tenue par voie téléphonique, électronique ou par tout autre moyen de communication permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux.

(7) Un avis précisant la date et le lieu de chaque assemblée d'actionnaires doit être livré aux actionnaires y ayant droit de vote, à chacun des administrateurs et au vérificateur de la Société entre le 21^e et 60^e jours précédant la date

(3) It shall be the duty of the directors or the officer-director calling the meeting, within 21 days of receipt of such a requisition, to call or cause the meeting to be called by the Secretary of the Corporation, failing which the same may be called by any shareholder who signed the requisition, the whole in accordance with the provisions of the CBCA.

(4) Meetings of shareholders shall be held at the registered office of the Corporation or at such other place within Canada as the directors or the officer-director calling the meeting may determine from time to time.

(5) Any person entitled to attend a meeting of shareholders may participate in the meeting by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting if the Corporation makes available such a communication facility.

(6) The directors or the officer-director calling the meeting may determine that the meeting shall be held entirely by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other.

(7) Notice of the time and place of a meeting of shareholders shall be sent to each shareholder entitled to vote thereat, each director and the auditor of the Corporation not less than 21 nor more than 60 days before the date fixed for the

fixée pour l'assemblée. Tout avis concernant une assemblée d'actionnaires au cours de laquelle des opérations particulières seront discutées doit indiquer l'objet de telles opérations en termes suffisamment précis afin de permettre aux actionnaires de porter un jugement raisonnable et doit inclure le texte de toute résolution spéciale qui sera soumise pour approbation à l'assemblée.

(8) Toute assemblée d'actionnaires peut être tenue sans avis n'importe quand et quel qu'en soit le but, si tous les actionnaires sont présents ou sont représentés par procuration, ou si tous les actionnaires renoncent d'une quelconque façon à l'avis de convocation de l'assemblée. Tout actionnaire peut renoncer à un avis de convocation avant ou après la tenue de l'assemblée.

(9) Tout vice de forme dans l'avis de convocation ou l'envoi de ce dernier, ainsi que toute omission accidentelle de donner avis d'une assemblée à un actionnaire ou la non-réception de l'avis par un actionnaire n'affecte en rien les dispositions prises par cette assemblée ou à celle-ci.

(10) Sous réserve des dispositions de toute résolution du Conseil, le Président du Conseil ou, en cas d'absence, d'incapacité, de refus ou de défaut de ce dernier, le Premier dirigeant préside toutes les assemblées des actionnaires. En cas d'absence, d'incapacité, de refus ou de défaut du Président du Conseil et du Premier dirigeant d'agir comme président de l'assemblée, les personnes présentes peuvent désigner à cette tâche l'une d'entre elles.

meeting. The notice of any meeting of shareholders at which special business is to be transacted shall state the nature of that business in sufficient detail to allow the shareholder to form a reasoned judgment thereon and shall include the text of any special resolution to be submitted to the meeting.

(8) Any meeting of shareholders may be held at any time and for any purpose, without notice, if all the shareholders are present, either in person or by proxy, or if all the shareholders waive, in any manner whatsoever, notice of the meeting. Any shareholder may waive notice of a meeting either before or after the meeting is held.

(9) Irregularities in the notice or in the giving thereof as well as the accidental omission to give notice of any meeting to, or the non-receipt of any notice by, any of the shareholders shall not invalidate any action taken by or at any meeting.

(10) Subject to the provisions of any resolution of the Board, the Chairperson or, in his absence or inability or refusal or failure to act, the Chief Executive Officer shall preside at all meetings of shareholders. If the Chairperson and the Chief Executive Officer are absent or unable or refuse or fail to act, the persons present may choose a chairperson from among themselves.

(11) Il y a quorum si le nombre des actions détenues par la ou les personne(s) présente(s) ou représentée(s) par procuration à l'assemblée représente pas moins que la majorité des actions en circulation de la Société avec droit de vote à l'assemblée.

(12) A toute assemblée d'actionnaires, chaque actionnaire a un nombre de voies équivalent à la quantité d'actions votantes qu'il possède dans la Société, le tout sous réserve des dispositions de la LCSA et de toute disposition contraire contenue dans les statuts de la Société.

(13) Les votes à toute assemblée d'actionnaires se font à main levée à moins qu'un scrutin secret ne soit demandé. Toutefois, un vote peut aussi être tenu, conformément à la LCSA et à ses règlements, entièrement par voie téléphonique, électronique ou par tout autre moyen de communication, si la Société rend disponible un tel moyen de communication.

(14) Toute personne participant à une assemblée d'actionnaires conformément au paragraphe 7(5) et ayant droit de vote à cette assemblée peut, conformément au *Règlement sur les sociétés par actions du régime fédéral*, voter par voie téléphonique, électronique ou par tout autre moyen de communication que la Société rend disponible à cet effet.

(15) A toute assemblée d'actionnaires, le Président du Conseil peut désigner une ou plusieurs personnes (pas nécessairement des actionnaires) pour agir comme scrutateur(s) à l'assemblée.

(11) The holder or holders of not less than a majority of the shares of the Corporation carrying voting rights at the meeting, present in person or represented by proxy, shall constitute a quorum.

(12) At all meetings of shareholders, each shareholder shall be entitled to as many votes as he holds shares in the Corporation that carry voting rights, the whole subject to the provisions of the CBCA and to any provisions to the contrary contained in the articles of the Corporation.

(13) Voting at any meeting of shareholders shall be by a show of hands except where a secret ballot has been requested. However, a vote may also be held, in accordance with the CBCA and its regulations, entirely by means of a telephonic, electronic or other communication facility, if the Corporation makes available such a communication facility.

(14) Any person participating in a meeting of shareholders pursuant to paragraph 7(5) hereof and entitled to vote at that meeting may, in accordance with the *Canada Business Corporations Regulations*, vote by means of the telephonic, electronic or other communication facility that the Corporation has made available for such purpose.

(15) The Chairperson at any meeting of shareholders may appoint one or more persons (who need not be shareholders) to act as scrutineer or scrutineers at the meeting.

(16) Chacun des actionnaires doit fournir à la Société une adresse à laquelle peuvent lui être livrés ou envoyés par la poste les avis destinés aux actionnaires. Si aucune adresse ne figure dans les livres de la Société, l'avis peut être envoyé par la poste à l'adresse où l'expéditeur estime que l'actionnaire devrait le plus vraisemblablement recevoir l'avis dans les délais prévus.

(17) Toutes les résolutions d'actionnaires doivent être adoptées lors d'assemblées dûment convoquées. À moins que la loi ne l'exige autrement, une résolution écrite, signée par tous les actionnaires ayant droit de vote à cet égard lors de l'assemblée d'actionnaires, est valable au même titre que si cette résolution avait été adoptée lors d'une assemblée d'actionnaires dûment convoquée pour traiter de la même question.

7.1 ASSEMBLÉE PUBLIQUE ANNUELLE

(1) Conformément à l'article 113.1 de la LGFP, le Conseil tient une assemblée publique dans les quinze mois suivant l'assemblée publique précédente.

(2) L'assemblée se tient au Canada, selon les modalités fixées par le Conseil.

(3) La Société publie un préavis de l'assemblée d'au moins trente jours indiquant le lieu où elle sera tenue, ainsi que la date et l'heure, tout moyen technique permettant d'y participer et la manière dont copie du plus récent rapport annuel de la société peut être obtenue.

(16) Every shareholder shall furnish to the Corporation an address to or at which all corporate notices intended for the shareholders shall be mailed or delivered to him. If no address appears on the books of the Corporation, such notice may be mailed to such address as the person sending the notice may consider to be the most likely to result in the notice promptly reaching the shareholder.

(17) All resolutions of the shareholders shall be passed at duly convened meetings. Unless otherwise required by law, a resolution in writing, signed by all the shareholders entitled to vote on that resolution at a meeting of shareholders, is as valid as if it had been unanimously adopted at a meeting of shareholders duly called for the purpose of considering the same.

7.1 ANNUAL PUBLIC MEETING

(1) In accordance with Section 113.1 of the FAA, the Board shall hold a public meeting within 15 months after the day on which the last preceding public meeting was held.

(2) The meeting shall be held in Canada in the manner determined by the Board.

(3) The Corporation shall publish a notice of the meeting at least 30 days before the day on which the meeting is to be held. The notice shall indicate the location, the date and time of the meeting, the means of participating in the meeting and how copies of the Corporation's most recent

(4) Un ou plusieurs Administrateurs de la Société ainsi que son Premier dirigeant, qu'il en soit ou non administrateur, sont tenus de participer à l'assemblée pour répondre aux questions du public.

8. CONSEIL D'ADMINISTRATION

(1) Le Conseil doit compter au moins trois mais pas plus de treize membres.

(2) Conformément à l'article 105 de la LGFP, les administrateurs de la Société, autres que les Administrateurs-dirigeants, sont nommés par le Ministre de tutelle, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour des mandats d'une durée n'excédant pas celle prévue à la LGFP et qui, dans la mesure du possible, seront échelonnés de manière à ce que leur expiration au cours d'une même année touche au plus la moitié des administrateurs. Chacun des Administrateurs-dirigeants de la Société est nommé par le gouverneur en conseil pour le mandat que celui-ci estime indiqué.

(3) Les dirigeants et les salariés de la Société ne peuvent être des administrateurs de celle-ci, exception faite de son premier dirigeant.

(4) Si un administrateur fait faillite, fait une cession autorisée, est déclaré insolvable ou non sain d'esprit, son poste est ipso facto considéré vacant.

(5) Le Conseil est responsable de la gestion des affaires, activités et autres opérations de la

annual report may be obtained.

(4) One or more Directors of the Corporation and its Chief Executive Officer, whether or not he or she is a director of the Corporation, shall participate in the meeting to answer questions from the public.

8. BOARD OF DIRECTORS

(1) The Board shall consist of not less than three nor more than 13 directors.

(2) In accordance with Section 105 of the FAA, each director, other than an officer-director, of the Corporation shall be appointed by the appropriate Minister, with the approval of the Governor in Council, for a term not to exceed the term allowed by the FAA, that will ensure, as much as possible, the expiration in any one year of the terms of office of not more than one half of the directors of the Corporation. Each officer-director of the Corporation shall be appointed by the Governor in Council, to hold office for such term as the Governor in Council considers appropriate.

(3) No officer or employee of the Corporation, other than its chief executive officer, shall be a director of the Corporation.

(4) The office of a director shall be ipso facto vacated if he becomes bankrupt or makes an authorized assignment or is declared insolvent or is found to be of unsound mind.

(5) The Board is responsible for the management of the businesses, activities and

Société. Les administrateurs ont les mêmes pouvoirs et la même autorité que ce qui est octroyé à la Société par les lois qui la régissent ou par les statuts qui habilent ses exercices.

(6) Sans limiter la portée de ce qui précède, et sous réserve des autorisations requises par la LGFP, le Conseil a le pouvoir d'acheter, de louer ou d'acquérir d'autres façons, aliéner, vendre, échanger ou aliéner d'autres façons les obligations, débetures, actions, valeurs mobilières, droits, titres, options et autres valeurs mobilières ou propriétés mobilières ou immobilières ou mixtes, biens meubles ou immeubles, ou tous droits ou intérêts y afférents, appartenant à la Société, soit à titre de placement, soit dans le cours des affaires de la Société, moyennant toutes rémunérations et conditions qu'ils jugent à propos.

(7) Tout dirigeant ou administrateur qui a un intérêt important dans un contrat qui doit être conclu par la Société doit divulguer cet intérêt de la manière prescrite par l'article 116 de la LGFP.

(8) Toutes dispositions prises à une réunion des administrateurs ou par toute personne agissant comme administrateur tant que son successeur n'a pas été dûment élu ou désigné, demeure valide même si l'on découvre par la suite un vice de forme dans l'élection des administrateurs ou de la personne agissant comme susdit, ou si ceux-ci ou l'un ou l'autre d'entre eux étaient déclarés inaptes, et ont la même validité que si les administrateurs ou telle autre personne, selon le cas, avaient été dûment élus et avaient les titres voulus pour être

other affairs of the Corporation. The directors shall be invested with all such powers and authority as the Corporation by the laws governing it or by its articles is authorized to exercise and do.

(6) Without in any way restricting the generality of the foregoing, and subject to all authorizations required by the FAA, the Board is expressly empowered, from time to time, to purchase, lease or otherwise acquire, alienate, sell, exchange or otherwise dispose of bonds, debentures, shares, stocks, rights, warrants, options and other securities and/or other property, movable or immovable or mixed, real or personal, or any right or interest therein, owned by the Corporation, whether as an investment or in the business of the Corporation, for such consideration and upon such terms and conditions as they may deem advisable.

(7) Any officer or director who has a material interest in a contract that is to be entered into by the Corporation shall disclose such interest in the manner prescribed by Section 116 of the FAA.

(8) All acts done by any meeting of directors or by any person acting as a director, so long as his successor shall not have been duly elected or appointed, shall remain valid notwithstanding that it be afterwards discovered that there was some defect in the election of the directors or the person acting as aforesaid or that they or any of them were disqualified, and shall be as valid as if the directors or such other person, as the case may be, had been duly elected and were or was qualified to be directors or a director of the Corporation.

administrateurs de la Société.

(9) Sous réserve de l'article 130 de la LGFP et de l'article 42 de la LCSA, le Conseil peut, à l'occasion et quand il le juge à propos, déclarer et verser des dividendes à même les fonds disponibles pour dividendes payables aux actionnaires selon leurs droits et intérêts respectifs.

(10) Le Conseil peut, avant de déclarer un dividende ou d'effectuer une distribution de bénéfices, mettre de côté à même les bénéfices toute somme qu'il juge à propos, comme réserve ou réserves, qu'il peut appliquer, à sa discrétion, à toutes fins auxquelles les profits de la Société peuvent être affectés.

9. RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(1) Immédiatement après l'assemblée annuelle des actionnaires, est tenue une réunion des nouveaux administrateurs élus qui sont présents, sans autre avis, pourvu qu'il y ait quorum, afin de nommer les Dirigeants Principaux, autres que les Administrateurs-dirigeants, et de traiter toute autre question portée à leur attention.

(2) Des réunions régulières des administrateurs peuvent être tenues au lieu, à l'heure et dans le délai que détermine le Conseil à l'occasion.

(3) Des réunions extraordinaires d'administrateurs peuvent être convoquées en tout temps, par le Président du Conseil ou par le

(9) Subject to Section 130 of the FAA and Section 42 of the CBCA, the Board may, from time to time, as it may deem advisable, declare and pay dividends out of any funds available for dividends to the shareholders according to their respective rights and interests therein.

(10) The Board may, before declaring any dividend or making any distribution of profits, set aside out of the profits of the Corporation such sums as it thinks proper as a reserve or reserves which shall, at the discretion of the Board, be applicable for any purpose to which the profits of the Corporation may be properly applied.

9. DIRECTORS' MEETINGS

(1) Immediately after the annual meeting of shareholders in each year, a meeting of such of the newly elected directors as are then present shall be held, provided they shall constitute a quorum, without further notice, for the appointment of executive officers, other than officer-directors, and the transaction of such other business as may come before them.

(2) Regular meetings of the directors may be held at such place and time and upon such notice, if any, as the Board may determine from time to time.

(3) Special meetings of the directors may be called at any time by the Chairperson or the Chief Executive Officer or the Secretary or any two

Premier dirigeant ou par le secrétaire général ou par n'importe quels deux administrateurs; un avis de convocation précisant le lieu, le jour et l'heure de chacune de ces réunions est livré à chacun des administrateurs ou laissé à son domicile ou à son bureau, ou envoyé par la poste en port payé, ou par voie électronique en autant qu'une copie de l'avis soit aussi envoyée par la poste à l'adresse de chacun des administrateurs, telle qu'elle figure dans les livres de la Société, au moins 48 heures avant l'heure fixée pour la réunion. Si une adresse ne figure pas dans les livres de la Société, l'avis peut être envoyé à l'administrateur par la poste à l'adresse où l'expéditeur estime que l'administrateur devrait le plus vraisemblablement recevoir l'avis dans les plus brefs délais. Toute réunion extraordinaire ainsi convoquée peut être tenue au siège social de la Société ou en tout autre lieu désigné dans l'avis de convocation par la ou les personnes convoquant la réunion.

(4) On peut tenir sans avis une réunion des administrateurs en tout temps et en tout lieu lorsque tous les administrateurs sont présents ou lorsque tous les administrateurs qui ne sont pas présents ont renoncé à l'avis de convocation de quelque manière que ce soit.

(5) Sous réserve du consentement de tous les administrateurs ou de tous les membres d'un comité d'administrateurs, selon le cas, et en conformité avec l'article 113 de la LGFP, un administrateur peut participer à une réunion d'administrateurs ou d'un comité d'administrateurs par voie téléphonique, électronique ou par tout moyen technique permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux durant la réunion; l'administrateur est alors

directors, and notice specifying the place, day and hour of each such meeting shall be served upon each of the directors or left at his usual residence or place of business, or shall be mailed, postage prepaid, or sent by electronic means provided a copy of the notice is also sent through the mail, addressed to each of the directors at his address as it appears on the books of the Corporation at least 48 hours prior to the time fixed for the meeting. If the address of any director does not appear in the books of the Corporation, then the notice shall be mailed to the director at such address as the person sending the notice may consider to be the most likely to result in such notice promptly reaching such director. Any special meeting so called may be held at the registered office of the Corporation or any other place which shall have been designated by the person or persons calling such meeting in the notice of such meeting.

(4) Any meeting of directors may be held at any time and place for any purpose, without notice, if all the directors are present or if all the directors waive, in any manner whatsoever, notice of the meeting.

(5) Subject to the consent of all the directors or all the members of a committee of directors, as the case may be, and in compliance with Section 113 of the FAA, a director may participate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of such telephonic, electronic or other communication facility as permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting, and a director participating in a meeting by such means will be

réputé avoir assisté à la réunion.

(6) Sous réserve des dispositions de toute résolution du Conseil, le Président du Conseil présidera toutes les réunions du Conseil. En cas d'absence, d'incapacité, de refus ou de défaut du Président du Conseil d'agir comme président de la réunion, les administrateurs présents peuvent en choisir un parmi eux à moins que le Président du Conseil n'ait préalablement désigné un des administrateurs afin d'agir comme président de la réunion en question. Le président de toute réunion des administrateurs peut voter à titre d'administrateur et en cas d'égalité des voix, il a droit à un second vote qui constitue la voix prépondérante.

(7) Les administrateurs peuvent, à l'occasion, fixer par voie de résolution ce qui constitue un quorum, sans quoi le quorum ne peut être obtenu que par la majorité des administrateurs en fonction. Toute réunion des administrateurs où le quorum est atteint a la compétence voulue pour exercer tous et chacun des pouvoirs dévolus généralement aux administrateurs au moment de la réunion en vertu des règlements de la Société.

(8) Toutes les résolutions adoptées par les administrateurs doivent l'être lors de réunions dûment convoquées. Sauf mention contraire de la loi, une résolution écrite, signée par tous les administrateurs ayant un droit de vote sur cette résolution lors d'une réunion du Conseil ou d'un comité d'administrateurs selon le cas, est valide au même titre que si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil ou d'un comité

deemed to be present at that meeting.

(6) Subject to the provisions of any resolution of the Board, the Chairperson shall preside at all meetings of the Board. If the Chairperson be absent or unable or refuse or fail to act, the directors present may choose a chairperson from among their number unless the Chairperson has already appointed one of the directors to act as the chairperson for this specific meeting. The chairperson at any meeting of directors may vote as a director and in case of an equality of votes shall be entitled to a second or casting vote.

(7) The directors may, from time to time, fix by resolution the quorum for meetings of directors, but until otherwise fixed a majority of the directors in office from time to time shall constitute a quorum. Any meeting of directors at which a quorum is present shall be competent to exercise all or any of the authorities, powers and discretions by or under the by-laws of the Corporation for the time being vested in or exercisable by the directors generally.

(8) All resolutions of directors shall be passed at duly convened meetings. Unless otherwise required by law, a resolution in writing, signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of the Board or of a committee of directors, as the case may be, is as valid as if it had been adopted at a meeting of the Board or of a committee of directors.

d'administrateurs.

10. RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

(1) Outre les honoraires ou la rémunération fixés par le gouverneur en conseil en conformité avec l'article 108 de la LGFP, chacun des administrateurs peut recevoir les avantages que le Conseil peut déterminer, à l'occasion, conformément aux lois et aux règlements gouvernant la Société.

(2) La somme totale de tous les avantages fixés par le Conseil attribuables à un administrateur conformément à cet article et à l'article 108 de la LGFP ne doit pas excéder la somme totale des avantages normalement attribués par d'autres sociétés du secteur public et privé exerçant des activités similaires ou, s'il n'y a pas d'autres sociétés exerçant des activités similaires, qui fournissent de tels avantages à des personnes ayant des responsabilités similaires aux responsabilités de l'administrateur de la Société.

11. COMITÉS D'ADMINISTRATEURS

(1) Il peut être nommé par le Conseil, un Comité exécutif formé d'administrateurs et pouvant compter jusqu'à sept membres, dont le Président du Conseil, le Premier dirigeant et le président de chacun des comités d'administrateurs. Deux membres, dont l'un doit être le Président du Conseil et l'autre, un administrateur qui n'est pas un Dirigeant Principal, constituent un quorum aux fins de la gestion des affaires. S'il survient une vacance au sein du Comité exécutif, le Conseil peut la remplir;

10. REMUNERATION OF DIRECTORS

(1) In addition to such fees or remuneration as may be fixed by the Governor in Council in compliance with Section 108 of the FAA, each of the directors may receive such benefits as the Board shall determine from time to time, in conformity with the laws and regulations governing the Corporation.

(2) The aggregate value of any benefits fixed by the Board in respect of a director pursuant to this article and Section 108 of the FAA shall not exceed the aggregate value of the standard benefits usually provided by other corporations in the public and private sector that carry on similar activities or, where there are no other corporations carrying on similar activities, that provide such benefits to persons having responsibilities similar to the responsibilities of the director of the Corporation.

11. COMMITTEES OF DIRECTORS

(1) There may be appointed by the Board from amongst its members, an Executive Committee consisting of up to seven directors, including the Chairperson of the Board, the Chief Executive Officer and the chairperson of each of the committees of directors. Two members, of which one shall be the Chairperson and one shall be a director who is not an executive officer, shall constitute a quorum for the transaction of business. If a vacancy occurs in the Executive Committee, the Board may fill it; however, the

toutefois, les membres restants peuvent exercer tous leurs pouvoirs tant qu'ils constituent un quorum. À défaut de quorum, si le Président du Conseil est d'avis qu'une décision doit être prise sans délai dans l'intérêt de la Société, il peut à l'occasion, quand les circonstances l'exigent, nommer d'autres administrateurs comme membres ad hoc du Comité exécutif. De plus, si un siège devient vacant au sein du Comité exécutif, le Président du Conseil peut nommer un membre ad hoc parmi les administrateurs, s'il estime que les compétences et les vues d'un administrateur, qui n'est pas membre du Comité exécutif, seront particulièrement utiles à l'égard d'une ou plusieurs questions à l'ordre du jour d'une réunion du Comité exécutif.

(2) Toute décision prise en vertu du paragraphe 11(1) doit être soumise à la réunion suivante du Conseil.

(3) Si le Conseil est composé de quatre administrateurs ou plus, un comité de vérification doit être mis en place et doit être composé d'un minimum de trois administrateurs, aucun desquels ne pouvant être un Dirigeant Principal ou un employé de la Société ou de l'une de ses filiales.

(4) Le comité de vérification doit, en vertu de des articles 131, 148 et 149 de la LGFP :

(a) exercer les fonctions énoncées l'article 148 de la LGFP, conformément aux [Lignes directrices à l'intention des comités de vérification des sociétés d'État et autres entreprises publiques;

remaining members may exercise all of the powers of the Executive Committee so long as they constitute a quorum. In the absence of a quorum if, in the opinion of the Chairperson, it is in the best interest of the Corporation that a decision be obtained immediately, the Chairperson may appoint from time to time, as the occasion may require, other members of the Board to be ad hoc members of the Executive Committee.

Furthermore, if a vacancy occurs in the Executive Committee, the Chairperson may appoint an ad hoc member from among the directors if, in the opinion of the Chairperson, the expertise and insight of a director who is not a member of the Executive Committee, is particularly relevant to the matter or matters on the agenda of a meeting of the Executive Committee.

(2) All decisions taken pursuant to paragraph 11(1) hereof shall be reported to the Board at its next meeting.

(3) If the Board is composed of four or more directors, an Audit Committee shall be established and composed of not less than three directors, none of whom may be executive officers or employees of the Corporation or any of its affiliates.

(4) The Audit Committee shall, pursuant to Sections 131, 148 and 149 of the FAA:

(a) perform the duties set forth in Section 148 of the FAA, in accordance with the Guidelines for Audit Committees in Crown Corporations and Other Public Enterprises;

(b) réexaminer les états financiers et le rapport annuel du vérificateur de la Société et conseiller le Conseil à l'égard de ces documents qui doivent être inclus dans le rapport annuel visé à l'article 150 de la LGFP;

(c) surveiller la vérification interne qui doit être exécutée conformément à l'article 131(3) de la LGFP;

(d) dans le cas où la Société est visée par un examen spécial, réexaminer le plan et les rapports mentionnés aux articles 138 et 141 de la LGFP et conseiller le Conseil à leur égard; et

(e) exécuter les autres fonctions que lui attribuent le Conseil ou les statuts ou règlements de la Société.

(5) Le vérificateur et tout examinateur de la Société, en cas d'examen spécial mis en œuvre en vertu de l'article 138 de la LGFP, ont le droit de recevoir un avis de convocation à chacune des réunions du comité de vérification.

(6) Les réunions du comité de vérification peuvent être convoquées par un membre du comité de vérification, par le vérificateur ou par l'examineur.

(7) Outre le comité exécutif et le comité de vérification, le Conseil peut de temps à autre, établir un ou des comités pour étudier et faire rapport au Conseil sur tout sujet que le Conseil pourrait lui soumettre.

(b) review and advise the Board with respect to the financial statements and the annual auditor's report to be included in the annual report referred to in Section 150 of the FAA;

(c) oversee the internal audit to be performed pursuant to Subsection 131(3) of the FAA;

(d) where the Corporation is undergoing a special examination, review and advise the Board with respect to the plan and reports referred to in Sections 138 and 141 of the FAA; and

(e) perform such other functions assigned to it by the Board or the articles or by-laws of the Corporation.

(5) The auditor and any examiner, in the case of a special examination carried out pursuant to Section 138 of the FAA, are entitled to receive notice of every meeting of the Audit Committee.

(6) Meetings of the Audit Committee may be called by a member of the Audit Committee, the auditor or the examiner.

(7) In addition to the Executive Committee and the Audit Committee, if any, the Board may from time to time establish one or more committees to consider and make recommendations to the Board on such matters as the Board might specify.

12. VÉRIFICATEUR

Le vérificateur de la Société est nommé annuellement par le gouverneur en conseil, conformément à l'article 134 de la LGFP.

13. DIRECTION

(1) Le Président du Conseil et le Premier dirigeant sont nommés par le gouverneur en conseil pour la durée du mandat fixé par ce dernier. Le Conseil peut, à l'occasion, nommer un secrétaire général et tout autre Dirigeant Principal qu'il juge opportun. Tous les Dirigeants Principaux de la Société devront exécuter respectivement les fonctions qui, outre celles que mentionnent les règlements de la Société, peuvent être prescrites à l'occasion par le Conseil. La même personne peut exercer plus d'une fonction, étant entendu toutefois que les postes du Président du Conseil ou du Premier dirigeant et du secrétaire général ne peuvent être détenus par la même personne. Aucun de ces Dirigeants Principaux ne doit être obligatoirement administrateur de la Société.

(2) Le Président du Conseil préside toutes les assemblées d'actionnaires et d'administrateurs. Sous la direction du Conseil et en tant que son mandataire, le Président du Conseil exerce un droit de regard constant sur l'ensemble des affaires, activités et autres opérations de la Société et recommande au Conseil les politiques générales à adopter en ce qui a trait à l'exercice des pouvoirs de la Société. En outre, il gère les unités administratives et les activités que le Conseil peut lui confier à l'occasion.

12. AUDITOR

The auditor of the Corporation shall be appointed annually by the Governor in Council, in accordance with the provisions of Section 134 of the FAA.

13. OFFICERS

(1) The Chairperson and the Chief Executive Officer are appointed by the Governor in Council for the term fixed by the Governor in Council. The Board shall from time to time appoint a Secretary and may also appoint such other executive officers as it deems expedient. All executive officers of the Corporation shall perform such duties, in addition to those specified in the by-laws of the Corporation, as shall from time to time be prescribed by the Board. The same person may hold more than one office, provided however that the offices of Chairperson or Chief Executive Officer and Secretary shall not be held by the same person. None of such executive officers need be a director of the Corporation.

(2) The Chairperson shall preside at all meetings of shareholders and directors. Under the direction of the Board, and as its agent, the Chairperson shall exercise continuous general supervision over the businesses, activities and other affairs of the Corporation and shall recommend to the Board general policies with respect to the exercise of powers of the Corporation. In addition, he shall directly administer such organizational units and activities as the Board may specify from time to time.

(3) Le Premier dirigeant est le président de la Société et, sous réserve des dispositions touchant aux tâches du Président du Conseil, il assure la gestion et le contrôle de toutes les affaires, activités et autres opérations de la Société.

(4) Un des Dirigeants Principaux choisi par le Conseil à cet effet doit déposer les fonds et autres valeurs de la Société, au nom et au crédit de la Société, dans les banques ou autres dépôts que le Conseil peut désigner à l'occasion ou que le Conseil l'autorise à désigner. Ce Dirigeant Principal assume les autres fonctions inhérentes à son poste ou qui peuvent être exigées de lui par le Conseil.

(5) Le secrétaire général s'occupe de tous les avis que la Société doit donner et il conserve les procès-verbaux de toutes les assemblées d'actionnaires et d'administrateurs dans un (des) registre(s) affecté(s) à cet usage. Il doit tenir sous bonne garde le sceau de la Société. Il est préposé à la garde des archives de la Société, y compris les registres contenant les noms et adresses des actionnaires et des administrateurs de la Société, les copies de tous les rapports préparés par la Société, ainsi que tous les autres livres et documents qui lui sont indiqués par le Conseil. Il lui incombe de conserver et de produire tous les livres, rapports, certificats et autres documents que la Société est tenue par la loi de garder et de produire. Il exécute les autres tâches inhérentes à son poste de secrétaire général ou qui peuvent être exigées de lui par le Conseil.

(6) Le Conseil peut révoquer et renvoyer l'un quelconque ou la totalité des Dirigeants Principaux ou autres dirigeants ou employés de la

(3) The Chief Executive Officer shall be the President of the Corporation and, subject to the provisions relating to the office of Chairperson, shall exercise general management and control over the Corporation's businesses, activities and other affairs.

(4) One of the executive officers so appointed by the Board shall deposit all moneys and other valuable effects of the Corporation, in the name and to the credit of the Corporation, in such banks or other depositories as the Board may from time to time designate or which the Board may authorize him to designate. Such executive officer shall perform such other duties as appertain to his office or as may be required by the Board.

(5) The Secretary shall attend to the giving of all notices of the Corporation and shall keep the minutes of all meetings of shareholders and directors in a book or books to be kept for that purpose. He shall keep in safe custody the corporate seal of the Corporation. He shall have charge of the records of the Corporation, including books containing the names and addresses of the shareholders and directors of the Corporation, together with copies of all reports made by the Corporation, and such other books and papers as the Board may direct. He shall be responsible for the keeping and filing of all books, reports, certificates and other documents required by law to be kept and filed by the Corporation. He shall perform such other duties as appertain to his office of Secretary, or as may be required by the Board.

(6) The Board may remove and discharge any or all of the executive officers or other officers or employees of the Corporation, except officer-

Société, à l'exception des Administrateurs-dirigeants, avec ou sans motifs, à toute réunion convoquée à cette fin et il peut nommer d'autres en remplacement. Tout dirigeant ou employé de la Société, autre qu'un Dirigeant Principal ou un membre du Conseil, peut également être révoqué et renvoyé, avec ou sans motif, par le Premier dirigeant. Toutefois, si la révocation ou le renvoi est sans motif, et qu'il existe un contrat particulier dérogeant aux dispositions du présent paragraphe, cette révocation ou ce renvoi est assujéti aux dispositions dudit contrat.

(7) Outre la rémunération fixée par le gouverneur en conseil, conformément au paragraphe 108(2) de la LGFP, le Président du Conseil et le Premier dirigeant peuvent recevoir, à ce titre, ou à tout autre titre à la Société ou à l'une de ses sociétés affiliées, les avantages fixés à l'occasion par le Conseil conformément aux lois et aux règlements régissant la Société.

(8) La somme totale de tous les avantages (autres que la rémunération) fixée par le Conseil et applicable à un Président du Conseil ou au Premier dirigeant en vertu du paragraphe 13(6) et du paragraphe 108(2) de la LGFP ne doit pas excéder la somme totale des avantages normalement attribués par d'autres sociétés du secteur public et privé tel que prescrit par l'article 8 du *Règlement général de 1995 sur les sociétés d'État*.

(9) La rémunération et les avantages de tous les Dirigeants Principaux de la Société, autres que le Président du Conseil et le Premier dirigeant, sont fixés à l'occasion par le Conseil conformément à toutes les lois et règlements

directors, with or without cause, at any meeting called for that purpose and may appoint others in their place or places. Any officer or employee of the Corporation, not being an executive officer or a member of the Board, may also be removed and discharged, either with or without cause, by the Chief Executive Officer. If, however, there be no cause for such removal or discharge and there be a special contract derogating from the provisions of this article, such removal or discharge shall be subject to the provisions of such contract.

(7) In addition to such remuneration as may be fixed by the Governor in Council pursuant to Subsection 108(2) of the FAA, the Chairperson and the Chief Executive Officer may receive in respect of such office, or any other office of the Corporation or an affiliate thereof, such benefits as the Board shall fix from time to time in accordance with the laws and regulations governing the Corporation.

(8) The aggregate value of any benefits (other than remuneration) fixed by the Board in respect of a Chairperson or Chief Executive Officer pursuant to paragraph 13(6) hereof and Subsection 108(2) of the FAA shall not exceed the aggregate value of the standard benefits usually provided by other corporations in the public and private sector as prescribed by Section 8 of the *Crown Corporation General Regulations, 1995*.

(9) The remuneration and benefits of all executive officers of the Corporation other than the Chairperson and the Chief Executive Officer shall be fixed from time to time by the Board in accordance with all applicable laws and

applicables.

14. CERTIFICATS D' ACTIONS ET TRANSFERTS

(1) Les certificats représentant les actions de la Société doivent être sous la forme approuvée par le Conseil et prescrite par la LCSA, étant entendu que tous les certificats, lorsque signés conformément aux dispositions du présent paragraphe, sont réputés de manière concluante comme étant d'une forme approuvée par le Conseil. Ces certificats doivent porter la signature du Président du Conseil, du Premier dirigeant ou de l'un des Dirigeants Principaux de la Société. Le sceau de la Société sera apposé sur tous les certificats d'actions.

(2) Un registre des transferts est conservé au siège social de la Société ou en tel autre lieu permis par la loi que le Conseil jugera à propos de permettre à l'occasion.

15. PLAN D'ENTREPRISE ET BUDGETS

(1) Conformément aux articles 122, 123 et 124 de la LGFP, la Société doit soumettre annuellement au Ministre de tutelle un plan d'entreprise, un budget de fonctionnement et un budget d'investissement pour cette année, traitant de toutes les affaires et activités de la Société.

(2) Après qu'un plan d'entreprise, un budget de fonctionnement, un budget d'investissement, ou quelle modification à l'un d'eux, soit approuvé par le gouverneur en conseil ou par le Conseil du Trésor, selon le cas, la Société doit soumettre pour fin d'approbation un résumé de ce plan ou

regulations.

14. SHARE CERTIFICATES AND TRANSFERS

(1) Certificates representing the shares of the Corporation shall be in such form as shall be approved by the Board and as prescribed by the CBCA, provided that any certificate, when signed in accordance with the provisions of the present paragraph, shall be conclusively deemed to be in a form approved by the Board. Such certificates shall bear the signature of the Chairperson or the Chief Executive Officer or any executive officer of the Corporation. The corporate seal of the Corporation shall be affixed to all share certificates.

(2) A register of transfers shall be kept at the registered office of the Corporation, or such other place permitted by law as the Board from time to time sees fit to authorize.

15. CORPORATE PLAN AND BUDGETS

(1) In accordance with Sections 122, 123 and 124 of the FAA, the Corporation shall annually submit to the appropriate Minister, a corporate plan, an operating budget and a capital budget for that year, encompassing all the businesses and activities of the Corporation.

(2) After a corporate plan, operating budget or capital budget, or any amendment thereto, has been approved by the Governor in Council or the Treasury Board, as the case may be, the Corporation shall submit a summary of the plan or budget, or the plan or budget as so amended, to

de ce budget, ou de leur version modifiée, au Ministre de tutelle.

(3) Conformément à l'article 130 de la LGFP, la Société doit inclure à l'intérieur de son plan d'entreprise pour approbation du Ministre de tutelle une proposition concernant les dividendes. De plus, si la Société a l'intention de contracter des emprunts, elle doit, en vertu de l'article 127 de la LGFP, indiquer une telle intention dans son plan d'entreprise pour la période visée par l'emprunt, dans quel cas le ministre des Finances peut demander à ce que sa recommandation soit obtenue, en plus de celle du Ministre de tutelle, avant que le plan ne soit soumis au gouverneur en conseil pour fin d'approbation.

16. GESTION FINANCIÈRE

En vertu de l'article 131 de la LGFP, la Société veille à ce que les documents comptables, les moyens de contrôle et d'information et les méthodes de gestion soient tenus et maintenus de façon à ce qu'ils permettent d'avoir l'assurance raisonnable que (i) les actifs de la Société soient protégés et contrôlés; (ii) que les opérations de la Société se fassent en conformité avec les dispositions de la LGFP; et (iii) que la gestion des ressources de la Société soit menée de façon économique et efficiente et que les opérations de la Société soient réalisées avec efficacité.

16.1 RAPPORT ANNUEL

(1) En vertu de l'article 150 de la LGFP, le plus tôt possible, mais de toute façon dans les trois premiers mois suivant chaque exercice, la Société remet un rapport annuel de ses activités pendant

the appropriate Minister for approval.

(3) In accordance with Section 130 of the FAA, the Corporation shall annually submit a dividend proposal to the appropriate Minister as part of its corporate plan. In addition, if the Corporation intends to borrow money, the Corporation shall, pursuant to Section 127 of the FAA, so indicate in its corporate plan for the period in which it intends to borrow, in which case the Minister of Finance may require that his recommendation, in addition to that of the appropriate Minister, be obtained before the plan is submitted to the Governor in Council for approval.

16. FINANCIAL MANAGEMENT

Pursuant to Section 131 of the FAA, the Corporation shall cause books, records, information systems and management practices to be kept and maintained in such manner as will provide reasonable assurance that (i) the assets of the Corporation are safeguarded and controlled; (ii) the transactions of the Corporation are in conformity with the provisions of the FAA; and (iii) the resources of the Corporation are managed economically and efficiently and the operations of the Corporation are carried out effectively.

16.1 ANNUAL REPORT

(1) Pursuant to Section 150 of the FAA, the Corporation shall, as soon as possible, but in any case within three months, after the termination of each financial year submit an annual report on the

l'exercice en même temps au Ministre de tutelle et au président du Conseil du Trésor; le Ministre de tutelle en fait déposer un exemplaire devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci qui suivent sa réception.

(2) Le rapport annuel de la Société contient notamment les éléments suivants :

(a) les états financiers de la société visés à l'article 131 de la LGFP;

(b) le rapport annuel du vérificateur visé au paragraphe 132(1) de la LGFP;

(c) un énoncé de la mesure dans laquelle la Société a réalisé ses objectifs pour l'exercice en question;

(d) les renseignements chiffrés qu'exige le Conseil du Trésor sur les résultats de la Société par rapport à ses objectifs;

(e) les autres renseignements qu'exigent la LGFP, une autre loi fédérale, le Ministre de tutelle, le président du Conseil du Trésor ou le ministre des Finances.

En outre, le rapport annuel doit mettre en évidence les principales activités de la Société.

operations of the corporation in that year concurrently to the appropriate Minister and the President of the Treasury Board, and the appropriate Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after he receives it.

(2) The annual report of the Corporation shall include

(a) the financial statements of the Corporation referred to in section 131 of the FAA,

(b) the annual auditor's report referred to in subsection 132(1) of the FAA,

(c) a statement on the extent to which the Corporation has met its objectives for the financial year,

(d) such quantitative information respecting the performance of the Corporation relative to the Corporation's objectives as the Treasury Board may require to be included in the annual report, and

(e) such other information as is required by the FAA or any other Act of Parliament, or by the appropriate Minister, the President of the Treasury Board or the Minister of Finance, to be included in the annual report,

and shall be prepared in a form that clearly sets out information according to the major businesses or activities of the Corporation.

16.2 RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

(1) En vertu de l'article 131.1 de la LGFP, la Société fait établir, pour chacun des trois premiers trimestres de chaque exercice et selon les modalités prévues par le Conseil du Trésor, un rapport financier trimestriel.

(2) Ce rapport comporte les éléments suivants :

(a) un état financier pour le trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice;

(b) les données financières comparatives de l'exercice précédent;

(c) un compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes.

(3) La Société rend le rapport public dans les soixante jours suivant la fin du trimestre visé par celui-ci.

17. EXPLOITATION COURANTE

L'achat d'équipement, de matériel et de fournitures, ainsi que l'établissement des contrats de services nécessaire à l'exploitation normale de la Société, à raison d'un montant déterminé à l'occasion par le Conseil, peuvent être exécutés par le Premier dirigeant ou par un Dirigeant Principal à qui incombe la responsabilité de ces achats ou contrats, ou par tout cadre de son

16.2 QUARTERLY FINANCIAL REPORT

(1) Pursuant to Section 131.1 of the FAA, the Corporation shall cause to be prepared, in the form and manner provided for by the Treasury Board, a quarterly financial report for each of the first three fiscal quarters of each fiscal year.

(2) The report shall contain

(a) a financial statement for the fiscal quarter and the period from the start of the fiscal year to the end of that fiscal quarter;

(b) comparative financial information for the preceding fiscal year; and

(c) a statement outlining the results, risks and significant changes in relation to operations, personnel and programs.

(3) The Corporation shall cause the report to be made public within 60 days after the end of the fiscal quarter to which the report relates.

17. ORDINARY CONDUCT OF BUSINESS

The purchase of equipment, material and supplies and the contracting of services which are required for the ordinary conduct of the Corporation's business for an amount to be determined from time to time by the Board may be executed by the Chief Executive Officer or the executive officer within whose jurisdiction such purchase or contract falls, or such officer or officers of his department authorized by him to execute such a

service ayant reçu son autorisation à cet effet.

18. APPEL D'OFFRES

(1) Sauf dans les cas d'urgence pouvant nuire à la sécurité ou au rétablissement des services, ou à moins que le Conseil n'en décide autrement, un appel d'offres sous pli cacheté doit être lancé dans tous les cas où il est possible d'obtenir des soumissions concurrentielles avant d'octroyer tout contrat de construction ou d'aménagement, ou pour tout achat d'équipement, de matériel et de fournitures exigeant une dépense totale excédant la somme déterminée à l'occasion par le Conseil.

(2) Un appel d'offres sous pli cacheté peut être lancé avant d'octroyer un contrat portant sur des travaux entraînant une dépense d'un montant inférieur à la somme que le Conseil peut déterminer en vertu du paragraphe 18(1) et pour des services.

(3) Un appel d'offres sous pli cacheté doit être lancé par voie d'annonce publique dans les deux langues officielles, à moins que, de l'avis du cadre responsable de la mise à exécution des travaux en cause, on puisse obtenir un échantillonnage suffisant d'offres par l'envoi par écrit à des fournisseurs sélectionnés. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de procéder par voie d'annonce publique.

(4) Les soumissions doivent être classées et la classification soumise au Dirigeant Principal à qui incombe la responsabilité du contrat; lorsque la soumission la plus basse est acceptée, ce Dirigeant Principal ou cadre de son département

contract.

18. TENDERING

(1) Except in cases of emergency affecting the safety or restoration of services or unless the Board otherwise decides, sealed tenders shall, in all cases in which it is possible to obtain competitive quotations, be invited and received before any contract is concluded for construction and development works or for the purchase of equipment, material and supplies which involve a total expenditure exceeding the amount to be determined from time to time by the Board.

(2) Sealed tenders may be invited before contracts are made for work involving an amount which is less than the amount determined by the Board pursuant to paragraph 18(1) hereof and for services.

(3) Sealed tenders shall be invited by appropriate public advertisement in both official languages as required by law unless, in the opinion of the officer responsible for the carrying out of the work in question, a representative range of bids therefore can be obtained by inviting tenders or proposals from selected contractors in writing, in which case public advertisement may be dispensed with.

(4) Tenders shall be tabulated and the tabulation shall be presented to the executive officer within whose jurisdiction such contract falls, and where the lowest tender is accepted the contract may be executed by such executive officer or such officer or officers of his department

autorisé par lui peut exécuter le contrat.

(5) Lorsque des soumissions sous pli cacheté ont été demandées et reçues et que la soumission la plus basse n'est pas jugée acceptable, le cas est référé au Premier dirigeant, le tout accompagné des motifs pour lesquels l'intention est de rejeter l'offre la plus basse, ainsi que la recommandation du Dirigeant Principal ou du cadre responsable quant à la soumission qui devrait être acceptée. Le Premier dirigeant peut approuver la recommandation ou prendre toute autre décision si la valeur totale du contrat ne dépasse pas une somme pouvant être déterminée à l'occasion par le Conseil. Le Président du Conseil, sur recommandation du Premier dirigeant, peut approuver la recommandation ou prendre toute autre décision en vertu du présent paragraphe si la valeur totale du contrat ne dépasse pas une somme pouvant être déterminée à l'occasion par le Conseil.

(6) Si la valeur totale du contrat dépasse la somme ou les sommes fixées à l'occasion par le Conseil conformément au paragraphe 18(5), ou si ces sommes ne sont pas fixées par le Conseil et que la soumission la plus basse n'est pas acceptée, la question doit être référée au Conseil pour qu'il prenne une décision.

19. EXÉCUTION DES DOCUMENTS

(1) À moins d'indication contraire expresse dans le présent règlement ou dans tout autre règlement de la Société ou encore dans une résolution ou tout autre instrument du Conseil relatif à ce document en particulier ou à des catégories de documents en fonction de leur

authorized by him to execute such a contract.

(5) Where sealed tenders have been requested and received and the lowest tender is not deemed to be satisfactory, the matter shall be referred to the Chief Executive Officer, together with the motives for the proposed non-acceptance of the lowest tender and the recommendation of the executive officer or other responsible officer as to which tender, if any, should be accepted. The Chief Executive Officer may approve the recommendation or make any other decision if the total value of the contract does not exceed an amount as may be determined from time to time by the Board. The Chairperson, upon the recommendation of the Chief Executive Officer, may approve the recommendation or make any other decision in respect of this paragraph if the total value of the contract does not exceed an amount as may be determined from time to time by the Board.

(6) If the total value of the contract exceeds the amount or amounts determined from time to time by the Board pursuant to paragraph 18(5) hereof, or if such amounts are not determined by the Board and the lowest tender is not accepted, the matter shall be referred to the Board for a decision.

19. EXECUTION OF DOCUMENTS

(1) Unless otherwise specifically provided in this or any other by-law of the Corporation, or in a resolution or other instrument of the Board that relates to the particular document or to classes of documents, based on their nature and/or value, any document falling within such prescribed

nature et/ou de leur valeur, tout document se qualifiant dans l'une de ces catégories et qui doit être exécuté par la Société, doit être exécuté conformément aux dispositions de ces instruments. Tout autre document dont la valeur est égale ou moindre à un montant déterminé à l'occasion par le Conseil peut être exécuté par le Premier dirigeant ou tout autre Dirigeant Principal. Tout autre document dont la valeur est supérieure à un montant déterminé à l'occasion par le Conseil, de même que tout pouvoir de procuration nécessaire à la conduite des affaires de la Société, est validement exécuté, avec ou sans l'apposition du sceau, s'il porte la signature du Président du Conseil ou du Premier dirigeant conjointement avec celle du secrétaire général ou du Dirigeant Principal à qui incombe la responsabilité de ce document. Le Conseil peut aussi nommer tout autre cadre qu'il juge approprié pour les fins de ce paragraphe, à l'égard de l'ensemble des affaires de la Société ou d'une partie spécifique de celles-ci.

(2) Tout rapport ou autre document relatif aux opérations effectuées dans le cours normal des affaires de la Société est aussi dûment exécuté s'il est signé, avec ou sans l'apposition du sceau de la Société, et dans les formes prescrites par ce rapport ou ce document ou de toute autre façon que le Conseil peut de temps à autre décider.

(3) Aucun document devant être exécuté par ou pour la Société ne doit l'être tant qu'il n'a pas été approuvé quant à la forme par le directeur principal, Services juridiques, ou par un avocat ou procureur autorisé par lui à cet effet, à moins que le Conseil n'en décide autrement relativement à un document précis ou à un groupe de

classes or categories to be executed by the Corporation shall be executed in compliance with the provisions of such instrument. Any other document for an amount equal to or lower than an amount to be determined from time to time by the Board may be executed by the Chief Executive Officer or any executive officer. Any other document for an amount greater than an amount to be determined from time to time by the Board, as well as any power of attorney required for the conduct of the business of the Corporation, shall be validly executed, with or without seal, if signed by the Chairperson or the Chief Executive Officer together with the Secretary or the executive officer within whose jurisdiction such document falls. The Board may also appoint such other officer or person as it deems expedient for the purposes of this paragraph, with respect to the affairs of the Corporation generally or any specified part thereof.

(2) Any return or document relating to a transaction or report in the ordinary course of the Corporation's business shall also be properly executed if signed, with or without the seal of the Corporation, in such manner as is in the form of the return or document required or in such other manner as the Board may from time to time decide.

(3) No document required to be executed by or on behalf of the Corporation shall be so executed unless and until it has been approved as to form by the General Counsel or a solicitor or an attorney authorized by him for such purposes, unless otherwise expressly decided by the Board with respect to a particular document or class of

documents.

(4) Sous réserve de certaines exceptions que le Conseil peut prescrire de temps à autre, l'original ou un exemplaire signé de tout document constatant, modifiant ou mettant fin à une entente, une constitution ou l'établissement de tout autre état ou relation juridique, ou de l'octroi à la Société ou par elle de tout droit, titre, privilège ou de tout autre intérêt ou bénéfice substantiel, intervenu, acquis ou accordé par la Société, doit être envoyé au bureau du secrétaire général dès la réception ou la remise de ce document.

(5) Tout rapport, toute déclaration et tout autre document officiels relatifs aux affaires de la Société et exigibles par les services gouvernementaux ou autres organismes dûment mandatés peuvent être exécutés par le Président du Conseil, le Premier dirigeant ou par l'un des Dirigeants Principaux, avec ou sans apposition du sceau de la Société, ou encore, par un cadre ou des cadres appelés à les exécuter suivant les dispositions desdits rapports, déclarations ou documents officiels.

(6) Un double de tout document exécuté en vertu des paragraphes 18(2), (3) et (4), doit être déposé au bureau du secrétaire général immédiatement après exécution et signification.

20. DOCUMENTS DU QUÉBEC

(1) Le Premier dirigeant conjointement avec le secrétaire général ou tout autre Dirigeant Principal sont autorisés de temps à autre à accepter ou à exécuter et à remettre, au nom de la Société,

documents.

(4) Subject to such exceptions as may be prescribed from time to time by the Board, the original or a signed counterpart of every written instrument, being, evidencing, attenuating or terminating an agreement, an incorporation or establishment of any other legal status or relationship, or a grant to or by the Corporation of any right, title, privilege or other substantial interest or entitlement, entered into or acquired or granted by the Corporation shall be sent to the office of the Secretary immediately after its receipt or delivery by the Corporation.

(5) Reports, returns or other formal documents relating to the affairs of the Corporation and required by governmental or other authorized agencies may be executed by the Chairperson, the Chief Executive Officer or one of the executive officers, with or without the seal of the Corporation, or by the officer or officers required to execute them by the forms of such reports, returns or documents.

(6) A counterpart of every document executed pursuant to paragraphs 18(2), (3) and (4) hereof, shall be deposited with the Secretary immediately after execution and delivery thereof.

20. QUÉBEC DOCUMENTS

(1) The Chief Executive Officer together with the Secretary or any other executive officer are authorized from time to time to accept or to execute and deliver, in the name and on behalf of

avec ou sans l'apposition du sceau de la Société, les documents constatant tout acte, entente ou tout autre type de procédure judiciaire, y compris toute inscription en faux à l'encontre d'un écrit authentique et toute confession de jugement dans la province de Québec, devant être exécutés par la Société.

(2) Sans restreindre la généralité du paragraphe 20(1), les personnes qui y sont mentionnés sont autorisés à exécuter les actes de rectification, d'achat ou de vente de biens immeubles appartenant à la Société, à fixer la date de remboursement et les conditions de paiement du capital et des intérêts et, dès réception du paiement, à donner les quittances et reçus, de même qu'à renoncer aux privilèges, hypothèques, clauses résolutoires et enregistrements hypothécaires, avec ou sans contrepartie.

(3) Les personnes mentionnées au paragraphe 20(1) sont également autorisées à nommer, de temps à autre, sous le sceau de la Société, une ou des personnes en tant que mandataire de la Société et qui seront nanties du pouvoir de signer, d'exécuter et de remettre ou d'accepter, au nom de la Société, tout document pour les fins des paragraphes 20(1) et (2), comme il est prévu et indiqué dans la procuration nommant le mandataire; ladite procuration peut comporter toutes les restrictions que la personne nommant le mandataire pourra de temps à autre juger appropriées.

the Corporation, with or without affixing the seal of the Corporation thereto, documents evidencing any deed or agreement or any type of proceedings, including improbation of authentic documents and confession of judgment in the Province of Québec which require execution by the Corporation.

(2) Without restricting the generality of paragraph 20(1) hereof, the persons referred to therein are authorized to execute deeds of correction or purchase or sale of any immoveable property belonging to the Corporation, to stipulate the date of delivery and terms of payment of principal and interest and, on receipt of payment, to give all proper acquittals or discharges, also to renounce all privileges, hypothecs, resolatory clauses and hypothecary inscriptions, with or without consideration.

(3) The persons referred to in paragraph 20(1) hereof are also authorized to appoint from time to time, under the seal of the Corporation, such other person or persons as the attorney of the Corporation, with power to sign, execute and deliver or assent in the name and on behalf of the Corporation any single document for any of the purposes of paragraph 20(1) and (2) hereof as set out or referred to in the power of attorney appointing such attorney, and any such power of attorney may contain such limitations as the person appointing the attorney may from time to time think fit.

21. OPÉRATIONS BANCAIRES ET EMPRUNTS

(1) Les comptes bancaires de la Société peuvent être ouverts auprès de n'importe quelle banque ou institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements ou, avec l'accord du ministre des Finances, auprès de n'importe quelle institution financière à l'extérieur du Canada; ces comptes peuvent être maintenus suivant les modalités autorisées de temps à autre par le Conseil.

(2) Les chèques, traites et ordres de paiement tirés d'un compte de la Société auprès d'une telle banque ou institution financière avec laquelle la Société fait des affaires doivent être signés par toute personne désignée à cet effet par le Premier dirigeant et toute banque ou institution financière où la Société a un compte peut accepter lesdits chèques, traites et ordres de paiement, sous réserve qu'ils soient signés par la ou les personnes désignées à cet égard sur la foi d'une lettre adressée à ladite banque ou institution financière et signée par le Premier dirigeant ou par l'un des Dirigeants Principaux et par le secrétaire général.

(3) La signature des personnes autorisées à signer des chèques, des traites et des ordres de paiement auprès de toute banque avec laquelle la Société fait des affaires peut être imprimée, lithographiée ou autrement reproduite par des moyens mécaniques; toute signature ainsi apposée sur lesdits documents bancaires engage la responsabilité de la Société.

21. BANKING & BORROWING

(1) Accounts of the Corporation may be opened at any bank or financial institution that is a member of the Canadian Payments Association or, with the approval of the Minister of Finance, any financial institution outside Canada and may be maintained in such manner as the Board may from time to time authorize.

(2) Cheques, drafts or orders for payment drawn on an account of the Corporation maintained at any such bank or financial institution shall be signed by such person or persons as may from time to time be designated for that purpose by the Chief Executive Officer, and any bank or financial institution at which such account is maintained shall be entitled to honour all cheques, drafts or orders for payment drawn thereon if signed by the person or persons so designated, as evidenced by letter addressed to the bank or financial institution and signed by the Chief Executive Officer or one of the executive officers and by the Secretary.

(3) Signatures of persons authorized to sign cheques, drafts or orders for payment drawn on bank accounts of the Corporation may be printed, lithographed or otherwise mechanically reproduced facsimiles thereof which shall by whomsoever affixed be binding on the Corporation.

(4) Sous réserve des dispositions de l'article 127 de la LGFP et des articles 10 et 12 du *Règlement général de 1995 sur les sociétés d'État*, le Conseil peut à l'occasion, selon les modalités qu'il juge appropriées :

(a) emprunter de l'argent en s'autorisant du crédit dont jouit la Société;

(b) émettre, vendre ou mettre en gage des dettes obligataires (y compris obligations, débiteures, billets ou autres titres semblables, garantis ou non garantis) de la Société;

(c) grever, hypothéquer ou mettre en gage la totalité ou l'un quelconque des biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs de la Société, y compris les créances, droits, pouvoirs, concessions et engagements, aux fins de garantir toute dette obligataire ou tout argent emprunté ou autre dette ou élément de passif de la Société.

Le Conseil peut déléguer à n'importe quel Dirigeant Principal ou dirigeant de la Société, l'un ou l'autre ou la totalité des pouvoirs conférés par les présentes aux administrateurs.

Sous réserves des approbations requises en vertu de la LGFP, aucune disposition du présent règlement ne peut limiter ou restreindre les emprunts faits par la Société au moyen de lettres de change ou de billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par la Société ou en son nom.

(4) Subject to the provisions of Section 127 of the FAA and Sections 10 to 12 of the *Crown Corporation General Regulations, 1995*, the Board may from time to time, on such terms as it deems expedient:

(a) borrow money on the existing credit facility of the Corporation;

(b) issue, sell or pledge debit obligations including bonds, debentures, notes or other similar obligations secured or unsecured of the Corporation;

(c) charge, mortgage, hypothecate or pledge all or any of the currently owned or subsequently acquired real or personal, movable and immovable, property of the Corporation, including book debts, rights, powers, franchises and undertakings, to secure any debt, obligations or any money borrowed or other debt or liability of the Corporation.

The Board may delegate to any executive officer or other officer of the Corporation all or any of the powers hereby conferred upon the directors.

Save and except for the approvals required under the FAA, nothing in this by-law shall limit or restrict the borrowing of money by the Corporation on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Corporation.

22. DÉCLARATIONS

Le Premier dirigeant, les Dirigeants Principaux et toute autre personne désignée à cet égard de temps à autres par le Premier dirigeant ou par l'un des Dirigeants Principaux sont autorisés à comparaître devant tout tribunal et à répondre au nom de la Société à tout bref, ordre ou interrogatoire sur faits et articles émis par ce tribunal, à formuler au nom de la Société toute réponse à un ordre de saisie mettant la Société en cause en tant que tierce-saisie, à déposer par écrit sous serment ou par déclaration assermentée relative à ladite cause ou à toute autre cause judiciaire dans laquelle la Société est partie, à demander la cession de biens ou à faire une pétition de liquidation ou de faillite contre tout débiteur de la Société, à assister et à voter à toute assemblée des créanciers desdits débiteurs de la Société, et à accorder toute procuration utile à cet égard.

23. INDEMNISATION DES ADMINISTRATEURS, ADMINISTRATEURS-DIRIGEANTS ET DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX

Les administrateurs, les Administrateurs-dirigeants et les Dirigeants Principaux de la Société, présents et futurs, ainsi que toute personne qui agit ou agissait, à la demande de la Société, à titre d'administrateur ou de dirigeant d'une autre société, ainsi que leurs ayants droit et représentants légaux, doivent, sous réserve des conditions énoncées ci-dessous, être indemnisés à même les fonds de la Société de :

22. DECLARATIONS

The Chief Executive Officer, the executive officers and any other person appointed from time to time for the purpose by the Chief Executive Officer or by one of the executive officers are, and any one of them is, authorized and empowered to appear and make answer for, on behalf and in the name of the Corporation to all writs, orders and interrogatories upon articulated facts issued out of any court and to declare for, on behalf and in the name of the Corporation any answer to writs of attachment by way of garnishment in which the Corporation is garnishee and to make all affidavits and sworn declarations in connection therewith or in connection with any and all judicial proceedings to which the Corporation is a party and to make demands of abandonment or petitions for winding-up or bankruptcy orders upon any debtor of the Corporation and to attend and vote at all meetings of creditors of the Corporation's debtors and grant proxies in connection therewith.

23. INDEMNIFICATION OF DIRECTORS, OFFICERS-DIRECTORS AND EXECUTIVE OFFICERS

The directors, officers-directors and executive officers of the Corporation, present and former, as well as any person who acts or acted, at the request of the Corporation, as director or officer of another corporation, and their respective heirs and legal representatives shall, subject as hereinafter provided, at all times and from time to time be indemnified and saved harmless, out of the funds of the Corporation, from and against:

(1) toute obligation, de tous frais et de toute dépense contractés relativement à toute réclamation, poursuite ou procédure judiciaire présentée ou intentée ou poursuivie contre l'un ou plusieurs d'entre eux quant à tout acte accompli ou réputé avoir été accompli par eux ou à tout acte non accompli ou réputé n'avoir pas été accompli par eux, dans le passé ou à l'avenir, dans l'exercice de leurs fonctions comme administrateurs, Administrateurs-dirigeants et Dirigeants Principaux; et de

(2) toute autre obligation, de tous frais et de toute dépense contractés par l'un ou plusieurs d'entre eux relativement aux affaires de la Société, à condition, toutefois, que l'indemnité ne s'applique qu'à ceux qui ont agi honnêtement et de bonne foi dans l'intérêt de la Société et que, dans le cas d'une poursuite judiciaire ou d'une procédure administrative comportant une amende, la personne en cause ait eu de bonnes raisons de croire qu'elle n'enfreignait pas la loi.

24. AMENDEMENTS

Le présent règlement peut être amendé ou annulé en tout temps à la discrétion du Conseil. Dans les 15 jours ouvrables suivant l'amendement ou l'annulation d'un règlement, les administrateurs doivent envoyer une copie du règlement amendé ou annulé au Ministre de tutelle et au président du Conseil du Trésor, tel que requis par le paragraphe 114(2) de la LGFP.

(1) all liabilities, costs, charges and expenses whatsoever which they or any of them may sustain or incur in or about any claim, action, suit or proceeding which is made, brought, commenced or prosecuted against any one or more of them for or in respect of anything done or alleged to have been done and/or anything left undone or alleged to have been left undone, heretofore or hereafter, in the course of their respective duties as such directors, officers-directors or executive officers of the Corporation; and

(2) any other liabilities, costs, charges and expenses which any one or more of them may sustain or incur in or about or in relation to the affairs of the Corporation, provided however that such indemnity shall apply to any such person who acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation and, in the case of any criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, he had reasonable grounds for believing that his conduct was lawful.

24. AMENDMENTS

These by-laws may be amended or repealed at any time at the pleasure of the Board. Within 15 working days after the amendment or repeal of a by-law, the directors shall send a copy of the amended or repealed by-law to the appropriate Minister and the President of the Treasury Board, as required by Subsection 114(2) of the FAA.

